



HAL
open science

La notion d'échelles temporelles

Paul-Andre Rosental

► **To cite this version:**

Paul-Andre Rosental. La notion d'échelles temporelles. *Espaces temps : journal de la Section histoire géographie de l'École normale supérieure de l'enseignement technique, ENSET, Section histoire géographie*; Espace temps, 2004, pp.164 - 171. hal-03585250

HAL Id: hal-03585250

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03585250>

Submitted on 23 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paul-André Rosental

La notion d'échelles
temporelles.

La réflexion française sur les échelles a privilégié l'espace aux dépens du temps. Or, étudier une création institutionnelle interroge la question des temporalités. Soit le cas de l'INED. Sa création, en 1945, articule une histoire longue (l'influence nataliste), "moyenne" (le volontarisme scientifique et démographique de l'entre-deux-guerres), et courte : la Libération, et la trajectoire d'Alfred Sauvy. Elle rend à l'événement sa part de contingences et de hasard, intégrée dans un modèle explicatif raisonné.

French debates on space have favored scales over time. Institutional creation, though, raises the issue of temporalities. This is the case of the French national institute for demographic studies (INED). Its creation in 1945 links long (pronatalist influence), middle (scientific and demographic voluntarism from the interwar period) and short-term history (the Liberation period, Alfred Sauvy's trajectory). Attention given to events combines contingency and randomness within a controlled explanatory model.

Paul-André Rosental est directeur d'études à l'EHESS et chercheur associé à l'INED.

EspacesTemps 84-85-86/2004, p. 164-171.

La notion d'échelles a fait, depuis une quinzaine d'années, l'objet d'une intense discussion au sein de l'historiographie française, en liaison notamment avec la réception de la *microstoria* italienne¹. Parfois irritant par la place centrale qu'il a occupée, ou dans certains cas par ses déviations scolastiques, ce débat s'est, concrètement, révélé fructueux. Il a orienté beaucoup de travaux vers une analyse fine des pratiques qui, tout en se voulant minutieuse, visait à la réinterprétation générale de phénomènes apparemment connus. Centrée sur la dualité macroscopique/microscopique, cette abondante production a, implicitement, privilégié la notion d'échelles d'observation ou encore d'échelles spatiales. Elle a ainsi relativement délaissé la question des échelles temporelles, celle-là même, pourtant, qui avait été au cœur de l'école des *Annales* de l'après-guerre, et en particulier de son œuvre fondatrice, *La Méditerranée*. L'objet de cet article est de reprendre cette question à l'aune des préoccupations et des méthodes historiographiques contemporaines : en quoi la réflexion sur la microanalyse, notamment, amène-t-elle à repenser le vieux thème braudélien des niveaux de temporalité ?

Convaincu qu'il n'existe de réflexion historiographique qu'appuyée sur des travaux et des terrains de recherche effectifs, nous allons examiner ce problème à partir d'un cas concret, lié à la création d'une institution. Comment combiner les séquences temporelles impliquées dans l'apparition d'une entité sociale nouvelle ? Qu'est-ce que la nouveauté, la création, la genèse ? Ces interrogations sont constitutives du métier d'historien. Elles revêtent une pertinence particulière de nos jours, du fait notamment du retour d'intérêt pour l'événement et pour l'histoire institutionnelle.

La pertinence, élément clé de l'analyse microscopique.

Intéressés à ses aspects les plus spectaculaires – le choix d'une échelle réduite d'observation, la place donnée aux individus notamment – les exécutés de la micro-histoire ont souvent relégué au second plan l'une de ses caractéristiques essentielles : la recherche du terrain pertinent ou, plus trivialement dit, du bon point d'entrée. La recherche d'un filtre heuristique-fécond est pourtant consubstantielle à la méthode. Forte demandeuse de temps par sa prétention à l'observation intensive, la micro-histoire ne se justifie que par la référence implicite à l'idée de "levier". À mille lieues de la monographie ou de l'idéal du puzzle d'études locales, elle vise à structurer son objet de sorte que l'étude approfondie d'un événement ou d'un milieu excessivement réduit éclaire l'espace social le plus large possible.

L'étude d'une création institutionnelle se prête bien à la méthode : elle définit un moment circonscrit et relativement contrôlable, tout en posant immédiatement la question des perspectives temporelles antérieures et postérieures. On peut en faire la démonstration à propos de l'objet "Population" en France au XX^e siècle. La difficulté de l'étudier provient de son acception multiple (il renvoie d'emblée à des plans scientifique, politique, institutionnel), et de ses connexions avec de vastes domaines de l'action publique – action sociale mais aussi diplomatique notamment. Il peut être tentant de la réduire en choisissant un point d'observation stra-

1 • Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris : Hautes Études/Gallimard/Le Seuil, 1996.

Si la question des échelles spatiales est centrale pour l'historiographie française contemporaine, celle d'échelle temporelle a été relativement délaissée.

La *microstoria* vise à structurer son objet de sorte que l'étude approfondie d'un événement ou d'un milieu excessivement réduit éclaire l'espace social le plus large possible.

tégique, à la fois circonscrit mais balayant un vaste panorama. Celui que nous allons adopter ici est la création de l'Institut national d'études démographiques (INED), le 24 octobre 1945. Nous allons nous efforcer de montrer en quoi cet événement singulier, précisément daté, permet en fait de parcourir tout le siècle et au-delà.

Le premier atout de l'objet choisi est d'avoir fait l'objet de polémiques récentes, au cours de la décennie qui vient de s'écouler. L'INED a notamment été accusé d'être un institut de recherche public qui s'est placé au service des politiques gouvernementales de population, et qui s'est même révélé comme un agent actif de diffusion et de défense d'une idéologie, le natalisme, fondé sur une recherche de puissance nationale associée au nombre, et qui plus est au nombre de citoyens de souche plutôt que d'immigrants². Comprendre pourquoi ces polémiques ont éclaté, pourquoi elles ont bénéficié d'un vaste relais médiatique, pourquoi, surtout, elles ont eu lieu à une période (la fin des années 1980) plutôt qu'à une autre, sont des questions auxquelles l'historien, au nom d'un recul temporel plus vaste, doit apporter sa contribution : voici assurée, en amont, la pertinence de notre point d'observation.

Passages, continuités, chevauchements.

Se situer en aval de la création de l'INED permet de poser une problématique tout aussi sensible de nos jours. En vertu de l'article 8 de son décret de fondation, l'INED "est substitué de plein droit" à la Fondation française pour l'étude des problèmes humains (FFEPH), plus connue sous le vocable de "Fondation Carrel"³. Cette institution, créée sous l'Occupation avec l'aval personnel de Pétain, et soumise à une très nette orientation eugéniste, est l'une des plus parfaites incarnations scientifiques de Vichy. L'INED étant son successeur immédiat et ayant perduré jusqu'à nos jours, sa création permet de soulever la question, aujourd'hui brûlante, de l'héritage vichyssois et de sa pérennité dans les institutions républicaines. Une question d'autant plus pertinente que ledit article 8 ne suffit pas, à lui seul, à trancher sur cette continuité : la continuation qu'il invoque ne concerne... que les locaux, en une période, la Libération, dans laquelle les créations d'institutions nouvelles passaient par un jeu de récupérations des locaux publics disponibles⁴. Travailler sur les modalités du passage de la FFEPH à l'INED impose donc de dépasser le seul point de vue formel, et de se pencher sur la question, à la fois riche et difficile, de la continuité des institutions dans le temps⁵.

Celle-ci ne se limite pas à la problématique vichyssoise. Lieu d'information et de production scientifiques, l'INED est d'abord, par ses statuts, une administration. En tant que telle, sa création clôt un processus de créations d'institutions étatiques consacrées à la population ou à la famille. Entamé en février 1939 avec la mise en place du Haut Comité de la Population (HCP), il se poursuit durant la drôle de guerre, sous Vichy et à la Libération : ministères, secrétariats d'État, Commissariats et autres organes administratifs, commissions interministérielles, se font et se défont tout au long de la période⁶. Des entités qui en sont issues, l'INED est la dernière née, si l'on excepte la fondation, en novembre 1945, d'un très éphémère ministère de la Population. Examiner la naissance de l'institut permet donc non seulement "d'encadrer" Vichy et de suivre ses

L'INED étant le successeur immédiat de la "Fondation Carrel" et ayant perduré jusqu'à nos jours, sa création permet de soulever la question, aujourd'hui brûlante, de l'héritage vichyssois et de sa pérennité dans les institutions républicaines.

2 Le livre d'•Hervé Le Bras, *Marianne et les lapins. L'obsession démographique*, Paris : Olivier Orban, 1991, constitue un bon condensé de cette diatribe ainsi qu'un repère important pour marquer les débuts de cette querelle. Il ne s'agit pas d'un travail d'historien : il souffre des failles de toute approche dénonciatrice, qui invente des cohérences rétrospectives de l'ordre du complot, et surestime la marge d'action des acteurs. Autre témoignage d'un chercheur de l'INED, •Alain Girard, *L'Institut National d'Études Démographiques. Histoire et Développement*, Paris : Éditions de l'INED, 1986, est apologétique mais contient, pour qui le lit en filigrane, des informations précieuses sur l'histoire de l'institut.

3 •Alain Drouard, *Une inconnue des sciences sociales. La Fondation Alexis Carrel, 1941-1945*, Paris : Éditions de l'INED-Maison des Sciences de l'Homme, 1992.

4 Cette interprétation est confirmée dans •Alfred Sauvy, *La vie en plus*, Paris : Calmann-Lévy, 1981.

5 Jones Gareth Stedman, "Why is the Labour Party in a Mess?" in •*Languages of class. Studies in English working Class History, 1832-1982*, Cambridge : Cambridge U.P., 1983.

6 •Paul-André Rosental, *L'Intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris : Odile Jacob, 2003. Toutes les références factuelles consacrées à l'histoire des politiques, des institutions et des théories relatives à la population contenues dans cet article s'appuient sur cet ouvrage. On pourra également s'y reporter pour des renvois bibliographiques.

racines sous la III^e République⁷, mais aussi de réaliser une expérimentation historique de portée plus large : six ans et demi seulement séparent ces deux dates butoirs, février 1939 (HCP) et octobre 1945 (INED), mais cinq régimes politiques s'y succèdent ou s'y affrontent : la III^e République en paix, la III^e République en guerre avec ses lois d'exception, Vichy et le gouvernement d'Alger, la Libération, sans parler de la IV^e République dont on prépare la Constitution. La période se prête donc à une réflexion plus large sur les liens entre régime politique et création institutionnelle.

Le passage de Vichy à la Libération, le chevauchement III^e République/Vichy/IV^e République, le problème général de la succession des régimes : ce triple emboîtement temporel est loin d'épuiser la problématique liée à la genèse de l'INED. Celle-ci soulève également des interrogations de nature synchronique. Tout en étant une rareté à l'échelle planétaire, la création d'un institut d'État consacré à la population est liée au mouvement d'institutionnalisation des sciences de la population qui se produit mondialement depuis les années 1920 et se renforce dans le deuxième après-guerre : le cas français invite ici à une histoire comparative, qui est aussi une histoire de la circulation internationale des concepts scientifiques et des formes institutionnelles. Notons qu'elle propose une autre temporalité, qui n'est plus celle de la courte période (quelques années) ni de l'événement politique, mais qui s'étend désormais sur deux ou trois décennies.

Ce comparatisme est, si l'on peut dire, également national : la fondation de l'INED poursuit la création de lieux publics de recherche (tels le CNRS à la fin de la III^e République et la FFEPH sous Vichy). Elle prend également place dans le développement d'un réseau d'instituts censés accompagner, secteur par secteur, l'action ministérielle⁸ : le mouvement, entamé sous Vichy, se poursuit ensuite. Une incarnation en est l'Institut national d'hygiène (INH), fondé sous Vichy, confirmé à la Libération puis par la suite (il s'agit aujourd'hui de l'Inserm). Avec l'INH et son cadet l'INED, les deux domaines d'action du ministère de la Santé publique et de la Population, en place durant la quasi-totalité de la IV^e République, sont dotés chacun de cellules de réflexion conçues comme complémentaires. Replacée dans ce contexte, l'histoire de l'INED est celle d'une forme historique spécifique, celle du "premier monde de la recherche". Malgré la continuité apparente (nombre des institutions créées à l'époque existent encore de nos jours), ses critères et ses pratiques sont bien éloignés de ceux d'aujourd'hui, dans leur façon notamment de mêler recherche et expertise. L'étude des formes "d'intelligence démographique" développées à l'INED, au-delà de leur intérêt spécifique, est ainsi dotée d'une pertinence supplémentaire : elle confirme à quel point l'étude du monde contemporain, y compris celle du second XX^e siècle, impose de rompre avec une familiarité trop apparente, découlant de la continuité des sigles et des structures⁹.

Du contexte à la contextualisation : les limites de l'histoire longue.

Nous nous sommes sommairement assuré du tout premier critère de validité de l'analyse microscopique : la pertinence de la question retenue

7 •Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris : Hachette, 1999.

L'histoire de l'INED est celle d'une forme historique spécifique, celle du "premier monde de la recherche".

8 •Rapport sur l'action de l'état en matière de recherche scientifique, Paris : Centre des hautes études administratives, 1952 ; Jean-François Picard, "Le CNET dans la politique scientifique française des années quarante." in •*Le CNET et son histoire* : Mémento hors-série, 1995.

9 •Paul-André Rosental, "Le premier monde de la recherche : la gestion du personnel par Alfred Sauvy dans l'INED des années 50", *Genèses*, 51, juin 2003, p. 128-146.

comme filtre et cible de l'étude. Avant même de la mettre en œuvre, l'analyse de la genèse de l'INED est garantie de balayer une large gamme de questions, certaines de nature spécifiquement historiennes (l'histoire du métier de chercheur par exemple), d'autres liées à une véritable sociologie historique par leur valeur de réflexion générale appuyée sur une question située (tels les liens entre régime politique et création institutionnelle). La question des échelles de temporalité est apparue d'emblée dans les problématiques associées à ce sujet, même si l'on s'en tient à une période courte, celle qui encadre les années d'Occupation. L'interrogation peut toutefois être élargie et approfondie.

Il faut, pour le comprendre, avoir à l'esprit l'une des cibles principales de la *micro storia*, telle qu'elle fut conçue il y a une trentaine d'années : le refus des explications macroscopiques, jugées non pas fallacieuses par essence, mais trop générales. Cette critique concerne essentiellement l'usage fait, par les historiens, de la notion de contexte : dans une acception paresseuse, la mise en relation de phénomènes associés par une concordance ou un enchaînement chronologique vaut, trop souvent, causalité. Contrairement à une lecture qui en est parfois faite, la micro-histoire ne cherche pas à abolir la référence au contexte. Mais elle lui préfère la notion de contextualisation, entendue comme la recherche des chaînes causales effectivement à l'œuvre, et effectivement documentables, qui unissent des processus historiques. La contextualisation suppose un travail, elle est le résultat de l'enquête du chercheur, par opposition au contexte conçu comme un *deus ex machina*, explication mobilisable au gré de la sensibilité scientifique ou idéologique de l'historien.

Valable pour toute science sociale¹⁰, cette critique possède une résonance particulière en histoire, à cause de la dépendance temporelle entre le phénomène et sa perception : le fait de vivre après les faits étudiés nous soumet à la "vision des vainqueurs", c'est-à-dire des chaînes chronologiques qui sont finalement advenues, au prix de l'effacement des possibles avortés. L'évidence phénoménologique du présent se transpose au passé : les outils forgés par la micro-histoire (à commencer par son échelle d'observation) ont d'abord pour but de développer une méthode vaccinant le chercheur contre ce finalisme. Si la proposition est générale, elle revêt une pertinence différente selon les terrains et les périodes. Dans le cas, pris pour exemple, de la création d'une institution qui, comme l'INED, est toujours existante de nos jours, elle revêt une importance particulière : comment rendre étrange la genèse d'un organisme contemporain, et qui plus, lorsque l'on est historien, d'une entité qui fait partie du paysage quotidien de la recherche en sciences sociales ?

Cette question se complique encore si on la replace dans une perspective culturelle et politique. L'existence de l'INED, dans ses statuts même, est liée à une action nataliste¹¹. Celle-ci, à son tour, renvoie à une thématique à la fois nationaliste (la puissance et la grandeur du pays sont liées au nombre de ses habitants, celui-ci doit progresser par la natalité plutôt que par l'immigration) et étatique (l'État qui doit mettre en œuvre les conditions de l'expansion démographique, dont les attendus priment sur les préférences individuelles)¹². Or, ce triptyque natalisme/nationalisme/étatisme peut, en France, être considéré comme une forme politico-culturelle ancienne et durable. Elle distingue la France de la plupart de ses voi-

La contextualisation est le résultat de l'enquête du chercheur, par opposition au contexte conçu comme un *deus ex machina*, explication mobilisable au gré de la sensibilité scientifique ou idéologique de l'historien.

10 Que l'on songe par exemple, pour la sociologie, au travail de critique des évidences mené par •Bernard Lahire en matière d'explication de la réussite scolaire, à partir d'observations microscopiques. *Tableaux de familles*, Paris : Gallimard/le Seuil, 1995.

11 Celui-ci étudie notamment "tous les moyens matériels et moraux susceptibles de contribuer à l'accroissement quantitatif et à l'amélioration qualitative de la population" (art. 2 du décret du 24 octobre 1945). Nous insistons ici sur le volet nataliste, la dimension plus "qualitative" décrivant pour sa part un espace scientifique et politique articulant l'eugénisme et l'hygiénisme social.

12 •Rémi Lenoir, "Savoirs et sciences d'État : généalogie et démographie." *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 133, 2000, p. 96-98.

sins, qui lorsqu'ils se rallient à un discours nataliste ne le font, d'ordinaire, que temporairement, tels le Royaume-Uni de la fin des années 1930, ou l'Italie fasciste¹³.

Cette association se met en place relativement précocement, dans la France du Second Empire inquiète de la menace militaire prussienne. Elle se traduit dès 1896 par la constitution d'un efficace groupe de pression, l'Alliance nationale pour l'accroissement de la Population française, qui va notamment porter ce message auprès des élites. Pour certains auteurs même, elle est organiquement liée à la démographie en tant que science : celle-ci serait née à l'époque moderne d'une réflexion sur la puissance étatique, et aurait transporté jusqu'à nos jours cette souillure originelle.

Ainsi, dans une perspective d'histoire idéale des idées et des filiations conceptuelles, la racine profonde de l'INED est le fruit d'une histoire longue, que l'on peut faire remonter au milieu du XIX^e siècle, voire à l'Europe de l'ancien Régime. Or, ce type d'explication est exactement celui que dénonce la micro-histoire : il érige des assertions raisonnables (l'idéologie nataliste a pesé au moment de la création de l'INED) au rang de déterminations ultimes. Pour qui cherche à les soumettre à l'épreuve des faits, ces énoncés vagues et généraux font l'objet de réfutations immédiates. Si la démographie est, particulièrement en France, un attribut naturel de la puissance étatique, pourquoi a-t-elle été institutionnalisée si tardivement (et, si l'on songe à sa faible présence universitaire par exemple, si partiellement) ? La question est d'autant plus pertinente qu'une tentative avancée en ce sens avait fini par avorter au début des années 1880¹⁴. L'histoire pure des idées, comme parfois, frôle ici l'anachronisme : en l'espèce, elle confond un objet, la population, dont plusieurs sciences se sont saisies successivement depuis l'époque moderne, en fonction d'impératifs politiques variés, et une discipline, la démographie, qui n'apparaît qu'au milieu du XIX^e siècle pour, précisément, autonomiser l'étude de la population de ses déterminations extérieures¹⁵.

Temporalités longues, temporalités courtes, temporalités biographiques.

Contraster les jugements portés sur la démographie par ses thuriféraires ou ses contempteurs avec ceux des historiens des sciences permet d'emblée de se donner les conditions d'investigation de la micro-histoire : le natalisme français et l'étatisme démographique n'ayant pas, à eux seuls, secrété l'INED, le terrain s'ouvre pour des explorations plus circonstanciées. Il reste, là aussi, pour parfaire le modèle micro-analytique, à les aborder par un bon point d'entrée. Grands lecteurs de la littérature policière, les premiers micro-historiens sont ici parfaitement explicites : pour faire pièce au finalisme qui nous révèle d'avance la fin du récit, c'est-à-dire notre monde, il convient d'en ressaisir le piment en recherchant les "crimes" cachés, à savoir les scénarios oubliés qui, sans s'être réalisés, éclairent les choix qui ont en fin de compte été effectués.

La notion d'échelle temporelle trouve ici toute sa pertinence. Une séquence temporelle brève peut se révéler la plus apte à montrer les limites

13 Voir pour le premier •Richard A. Soloway, *Demography and Degeneration: Eugenics and the Declining Birthrate in Twentieth-Century Britain*, Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1990 et pour le second •Anna Treves, *Le nascite e la politica nell'Italia del Novecento*, Milano : Led, 2001.

L'histoire pure des idées, comme parfois, frôle ici l'anachronisme.

14 •Libby Schweber, "L'échec de la démographie en France au XIX^e siècle ?" *Genèses* 29, 1997, p 5-28.

15 •Libby Schweber, *Disciplining Statistics*, Durham NC : Duke University Press, à paraître.

des explications idéelles et du déterminisme de longue période. Elle nous est fournie, dans le cas qui nous retient, par un projet déposé en 1944 auprès des autorités de la Résistance. Son auteur, Robert Debré, est l'un des grands mandarins de la résistance médicale¹⁶ et, depuis la fin de la III^e République, une autorité en matière de population. Le rapport qu'il soumet au gouvernement d'Alger¹⁷ propose une réorganisation des services administratifs qui lui sont consacrées. Il prévoit bien de créer un espace spécifique pour les recherches consacrées à la population, mais en aucune façon sous la forme d'un institut autonome. Au contraire, c'est dans le cadre de l'INH, créé par Vichy et dont Debré souhaite le maintien, que serait fondée une section dédiée à la démographie. La proposition est d'autant plus importante que c'est le même Robert Debré qui, un an et demi plus tard environ, en septembre et en octobre 1945, va jouer le rôle décisif dans la création de l'INED.

Cette brève période de temps se trouve ainsi dotée d'une valeur heuristique considérable. Le rapport Debré invalide d'abord les explications trop générales : la France nataliste n'a pas produit l'INED comme l'arbre son fruit. Au moment de la Libération, l'hypothèse la plus probable est celle d'une démographie institutionnellement soumise à un domaine plus vaste, l'hygiène publique. En même temps, l'explication de cette volte-face rend nécessaire – et autorise – de penser l'articulation des échelles temporelles d'explication. La réfutation d'un schéma déterministe ne signifie pas que les forces, culturelles notamment, de longue durée, n'aient pas joué leur rôle. Aussi bien Robert Debré que le premier directeur de l'INED, Alfred Sauvy, sont des représentants parfaits de la sensibilité nataliste diffusée auprès des élites dans les premières décennies du XX^e siècle. Plus encore, le feu vert final donné en octobre 1945 à la fondation de l'institut émane directement d'un homme, Charles de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, dont toutes les déclarations manifestent qu'il a, lui aussi, intériorisé profondément et entièrement la doctrine et les schémas de pensée du natalisme français. C'est à travers ces hommes, et la poignée de hauts fonctionnaires qui les ont aidés dans la mise en œuvre administrative, que cette sensibilité nationale a été concrètement activée. Mais ce processus a davantage opéré à la manière d'une condition de possibilité. Le véritable ressort de la fondation de l'INED en tant qu'organisme séparé est purement conjoncturel et contingent. Il ne s'explique que par une logique du temps court et par la prise en compte d'une période exceptionnelle de l'histoire française, celle de la Libération.

Celle-ci représente bien sûr une période de grand volontarisme politique et institutionnel, attisé par la course de vitesse à laquelle se livrent, des gaullistes et chrétiens-démocrates aux communistes, les alliés de circonstance du gouvernement provisoire. Mais elle marque simultanément une intense compétition interindividuelle pour les ressources en voie de redistribution et pour les postes de direction qui se créent presque quotidiennement. Dans ce jeu au jour le jour mouvant, deux facteurs expliquent la création de l'INED. Le premier est la dispute des dépouilles de la Fondation Carrel, riche en personnels et en locaux, officiellement toujours existante, mais agonisante. Robert Debré fait partie de la poignée de grands savants républicains qui la convoitent ; il est tout naturellement à la recherche d'un projet de reconversion et d'un homme pour le mener à

16 • Anne Simonin, "Le comité médical de la résistance", *Mouvement Social* 180(3), 1997.

17 • Robert Debré, *Médecine, Santé Publique, Population. Rapports présentés au Comité Médical de la Résistance et au Comité National des Médecins français, transmis au Comité français de la Libération Nationale à Alger en janvier 1944*. Paris : Éditions du Médecin français, 1944.

La France nataliste n'a pas produit l'INED comme l'arbre son fruit.

bien : ce sera finalement l'étude de la population, et la promotion d'Alfred Sauvy, avec lequel ses liens se sont fortement resserrés sous l'Occupation. Ce ciblage final s'explique par une seconde détermination qui, dans une bonne logique micro-historique, est de nature biographique.

À la vision quelque peu tautologique parfois véhiculée par la notion de "stratégie", la *microstoria* oppose volontiers l'incertitude qui préside (prévaut) à l'action individuelle, et la difficulté même de définir des objectifs personnels et de s'y tenir. De cette indétermination dans l'action, l'Alfred Sauvy de 1945 donne une parfaite illustration. On peut montrer que ce statisticien d'État n'a, à cette date, pas su choisir entre plusieurs carrières ou images possibles. Statisticien, économiste ou démographe ; chercheur, expert ou journaliste, voire homme de pouvoir : faute d'avoir su trancher, Sauvy, à près de cinquante ans (il est né en 1898) possède une solide réputation et des réseaux exceptionnels, mais pas d'assise solide. Il se laisse souvent dépasser dans la course des habiles qui marque la période de la Libération, et se retrouve même, à l'été 1945, dans une position institutionnelle très affaiblie. Alfred Sauvy, qui convoitait un poste d'expertise économique plutôt que démographique, ne s'est rallié qu'à contrecœur à prendre la direction d'un institut centré sur la population. Sa création n'est pas le fait d'un démiurge, mais d'un homme contraint, par la force des choses, d'accepter, sur les recommandations de son aîné et parrain Robert Debré, un second choix. En contrepartie – et toujours dans une perspective compatible avec la sensibilité micro-historienne – Alfred Sauvy incorporera, dans les statuts puis dans le fonctionnement de l'INED, le fruit de son expérience personnelle et de ses ambitions : il s'efforcera, non sans succès, de trouver la "bonne distance", entre l'influence auprès du pouvoir politique et l'autonomie à son égard. L'identité scientifique de l'institut s'en trouvera durablement marquée, autre liaison entre une temporalité personnelle et des phénomènes plus longs, telle la hiérarchie, en France, des disciplines consacrées à la population.

L'exercice auquel nous nous sommes livré éclaire la possibilité des techniques micro-historiques à saisir des temporalités longues, des phénomènes larges et des processus que l'on pourrait qualifier de structurels. La notion de filtre, de point d'observation pertinent, y occupe une place centrale. Elle permet, en retour, de dégager, de hiérarchiser et d'articuler des chronologies opérant à diverses échelles, et du même coup de donner un statut plus précis (et, souvent, plus circonscrit) à des explications trop générales. L'approche microscopique, dans sa réception, a parfois été reçue comme une théorie sociale abolissant les autres niveaux de détermination. Elle ne fournit qu'un ensemble d'instruments et de réflexes, qui vise moins à nier les facteurs généraux qu'à leur redonner leur place véritable, au nom d'un principe critique dont les fondements sont de nature rationaliste, matérialiste et expérimentale. À qui le désire, ce répertoire permet de saisir de larges déterminations macroscopiques sans se contenter de les énoncer et de les juxtaposer : il donne aussi accès, on vient de le voir, à l'emboîtement des temporalités qui organise tout objet historique.

À la vision quelque peu tautologique parfois de "stratégie", la *microstoria* oppose volontiers l'incertitude qui prévaut à l'action individuelle.

La notion de filtre, de point d'observation pertinent, occupe dans la *microstoria* une place centrale.